

Algérie/Politique

# L'armée appelle au "dialogue" et à des "concessions mutuelles"

AFP  
Alger/Algérie

Elle n'en continue pas moins de prôner "dans les plus brefs délais" une présidentielle refusée par les manifestants.

LE chef d'état-major de l'armée algérienne a réclamé hier un dialogue fait de "concessions mutuelles" pour résoudre la crise en Algérie née de la contestation contre le régime, mais a continué de prôner "dans les plus brefs délais" une présidentielle refusée par les manifestants.

"La priorité aujourd'hui est d'aller vers un dialogue productif qui permette de sortir notre pays" de la crise et "assure ainsi la voie vers la tenue des prochaines élections dans les plus brefs délais possibles, loin, des périodes de transition aux conséquences incertaines", a déclaré le général Ahmed Gaïd Salah.

Devenu de facto le véritable homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika, le général Gaïd Salah défendait jusqu'ici, comme seule voie de sortie de crise, la "solution constitutionnelle" passant par l'élection convoquée le 4 juillet par le chef de l'Etat par interim, Abdelkader Bensalah, pour élire un nouveau président.

Mais seules deux personnalités sans envergure ont déposé leur candidature, rendant plus qu'incertaine la tenue du scrutin, massivement rejeté par le mouvement de contestation tant que sont en place les figures de l'appareil hérité des 20 ans de présidence



Alors que les manifestants continuent de crier : «Gaïd Salah, dégage !», le chef de l'armée les appellent au dialogue.

Bouteflika. Celles-ci sont jugées incapables de garantir un scrutin libre et équitable, et les manifestants réclament avant toute élection le départ de toutes les personnalités liées à l'ancien régime et la mise en place d'institutions de transition ad hoc pour réformer profondément le système politique.

"L'établissement d'un dialogue signifie la disponibilité de tous à s'entendre et s'écouter mutuellement, avec pondération, sérénité, engagement et une aspiration sincère vers la nécessité, voire l'impératif, de trouver les solutions idoines sans délai", a expliqué le chef d'état-major, dans un discours publié par le ministère de la Défense.

Il a prôné un "dialogue sérieux, rationnel, constructif et clairvoyant" et "des concessions mutuelles" grâce auxquelles "on outre-passe les divergences (...) ou du moins on réduit les écarts entre les points de

vue contradictoires". **PAS D'AMBITION POLITIQUE** • "Le peuple algérien ne veut pas oublier" la sanglante guerre civile qui a déchiré l'Algérie "au cours des années 1990", a-t-il rappelé, appelant à "tirer les leçons des expériences précédentes et des événements passés, où la raison était absente", avant de répéter n'avoir "aucune ambition politique".

En 1992, face à l'écrasante victoire annoncée des islamistes aux premières législatives pluralistes du pays, l'armée avait suspendu le scrutin, plongeant l'Algérie dans un conflit entre forces de sécurité et groupes armés islamistes, qui a fait officiellement environ 200 000 morts, dont de très nombreux civils. Entre 1992 et 1995, des institutions de transition ont pallié l'absence d'Assemblée nationale (dis-soute et non renouvelée en raison de l'annulation des législatives) et de chef de l'Etat, contraint à la dé-

mission par l'armée. Le général Gaïd Salah n'a pas indiqué la forme que pourrait prendre le dialogue proposé ni quels en seraient les participants, estimant simplement que "les personnalités et les élites nationales fidèles à la Nation et à son intérêt suprême sacré, doivent (y) participer".

Le 20 mai, le général Gaïd Salah avait appelé la contestation à désigner des représentants pour un éventuel dialogue avec les "institutions de l'Etat", en excluant que l'armée - que le rôle dans le départ de M. Bouteflika a replacé au centre du jeu politique - en soit "partie prenante". Mais il avait au préalable rejeté les deux principales revendications de la contestation : le report de la présidentielle et le départ des personnalités liées au "système" politique en place, parmi lesquelles il figure lui-même pour avoir été durant 15 ans un pilier du régime Boute-

flika. Le Conseil constitutionnel doit se prononcer d'ici le 4 juin sur la validité des deux dossiers déposés, mais peu d'observateurs parient sur un scrutin le 4 juillet comme prévu.

Si la présidentielle ne peut se dérouler dans les délais, l'Algérie entrera dans une période d'incertitude politique et juridique. Selon la Constitution, M. Bensalah, désigné le 9 avril comme président par interim, assume la charge de chef de l'Etat pendant "90 jours maximum", avant de transmettre ses pouvoirs au nouveau président élu dans l'intervalle.

Des milliers d'étudiants ont à nouveau défilé comme chaque mardi à Alger et dans plusieurs villes universitaires du pays contre la présidentielle du 4 juillet et contre le général Gaïd Salah. "Gaïd Salah, dégage !", ont-ils notamment scandé.

**• Décès en prison d'un militant des droits humains.** Un militant algérien des droits humains et de la cause mozabite, une minorité berbérophone d'Algérie, est décédé hier en détention provisoire, a annoncé son avocat qui a dénoncé un "acharnement" de la justice et une "mort programmée". Libéré en juillet 2017, après avoir purgé deux ans de prison, notamment pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "trouble à l'ordre public", Kamel Eddine Fekhar avait été à nouveau arrêté et placé le 31 mars en détention préventive à Ghardaïa, à environ 480 km au sud d'Alger, pour "atteintes aux institutions".

L'Afrique en bref

**• Nigeria/Corruption. Buhari promet de poursuivre sa croisade**

Le président Muhammadu Buhari a promis de poursuivre sa lutte contre la corruption dans une déclaration musclée à la veille du début de son second mandat. M. Buhari, qui a été réélu en février, doit prêter serment ce mercredi pour un nouveau mandat de quatre ans.

**• RD Congo/Politique. Les Eglises réclament des élections locales**

La puissante Eglise catholique congolaise, habituée aux prises de position politiques, et un collectif d'Eglises protestantes de RDC ont lancé hier une pétition pour réclamer la tenue d'élections locales en République démocratique du Congo, un scrutin sans cesse reporté depuis 2006.

**• Sénégal/Politique. Ouverture du "dialogue national"**

Le président sénégalais Macky Sall a appelé hier à Dakar à une "gouvernance concertée", lors de l'ouverture d'un "dialogue national" boycotté par une partie de l'opposition.

A travers le monde

**• Irak/Justice. Six Français de l'EI condamnés à mort en trois jours**

La moitié des 12 Français transférés de Syrie en Irak ont été condamnés à mort en trois jours pour avoir rejoint le groupe Etat islamique (EI), Paris assurant "multiplier les démarches" pour éviter la peine capitale à ses ressortissants.

**• Israël/Politique. Vers de nouvelles élections**

Le spectre de nouvelles élections en Israël quelques mois seulement après les dernières en date se profile plus nettement d'heure en heure, et il reste moins de 48 heures à Benjamin Netanyahu pour former une coalition gouvernementale.

**• Japon/Tuerie. Deux morts dans une attaque au couteau**



Une écolière et un parent d'élève ont été tués hier et plusieurs personnes blessées par un homme qui, brandissant deux couteaux, a attaqué un groupe d'enfants près de Tokyo. Cette attaque, un fait divers rare au Japon, considéré comme un pays très sûr, est survenue peu avant 08h00 heure locale dans la ville de Kawasaki, au sud de la capitale japonaise.

Malawi/A sa prestation de serment hier

# Le président réélu Peter Mutharika appelle les perdants à "accepter" les résultats

AFP  
Blantyre/Malawi

LE chef de l'Etat réélu du Malawi Peter Mutharika a prêté serment hier à Blantyre et appelé les perdants de la présidentielle à "accepter" les résultats du scrutin, entaché de fraudes selon l'opposition.

"Je tiens à féliciter les autres candidats qui ont participé à ces élections, mais ils doivent accepter qu'il y a seulement un vainqueur", a déclaré Peter Mutharika dans le stade Kamuzu de Blantyre, lors d'une cérémonie organisée au lendemain de l'annonce de sa victoire.

Peter Mutharika a obtenu 38,57% des suffrages, devant son principal rival, Lazarus Chakwera, avec 35,41% des voix, selon les chiffres de la commission électorale.

Lazarus Chakwera a dénoncé des "irrégularités" lors du dépouillement des élections présidentielle et législatives du 21 mai. Il n'avait toujours pas réagi hier à l'annonce de la victoire du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2014.

"Cette victoire est une victoire du peuple. C'est la victoire de l'Etat de droit et de la démocratie. La démocratie l'a emporté", a estimé hier Peter Mutharika devant quelque 30 000



Le président réélu Arthur Peter Mutharika, hier à sa prestation de serment : «Les autres candidats doivent accepter qu'il y a seulement un vainqueur.»

partisans habillés en bleu, la couleur de sa formation, le Parti démocratique progressiste (DPP).

"Les observateurs internationaux ont accepté que ces élections avaient été pacifiques, libres et justes", a

ajouté le chef de l'Etat âgé de 78 ans.

"Les élections sont terminées. Il est temps de s'unir et de développer ce pays", a-t-il estimé.

Au lendemain des élections, la société civile locale et les observateurs internationaux s'étaient réjouis presque sans réserve de la bonne tenue du scrutin.

"On est ravis car on a emporté cette course qui était très serrée", a déclaré hier dans le stade de Blantyre Elube Kandewu, une responsable locale du DPP. Moins de 160 000 voix séparent Peter Mutharika de Lazarus Chakwera.

Photo : AFP